

## Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

### Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

## Adoption de l'avenant opérationnel et financier du Contrat de Ville 2015-2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le contrat de ville de Montpellier (contrat cadre) a été signé le 10 juillet 2015. La stratégie élaborée et partagée par tous les partenaires est organisée autour des 3 piliers de la loi Lamy et des principes intégrateurs de la nouvelle politique de la ville de la Métropole de Montpellier. Les 20 partenaires signataires ont identifié 7 priorités stratégiques qui traduisent un engagement politique fort et partagé pour le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces 7 priorités sont les suivantes :

- Rapprocher les activités économiques des quartiers ;
- Responsabiliser les entreprises pour refonder le dispositif d'insertion ;
- Mobiliser l'ensemble des communes et des quartiers de la Métropole en faveur d'une véritable mixité de l'habitat, afin de contribuer à l'équilibre social du territoire ;
- Renforcer la mixité dans les établissements scolaires de la maternelle au collège ;
- Engager en priorité le réinvestissement urbain du quartier sud Mosson pour renouveler en profondeur son image et son fonctionnement ;
- Promouvoir l'attractivité des quartiers par des actions coordonnées et efficaces pour la tranquillité publique et la gestion des espaces publics et privés ;
- Valoriser les talents en contribuant à faire que chaque jeune, chaque femme et chaque homme trouve sa place dans la société et se sente citoyen de la Métropole.

11 enjeux viennent traduire ces 7 priorités et constituent l'amorce de la déclinaison opérationnelle, objet de l'avenant soumis à l'approbation du Conseil. Ce dernier a été présenté aux signataires du contrat de ville, en présence des représentants des 12 conseils citoyens nouvellement désignés, à l'occasion du comité de pilotage du 2 juin 2016.

L'avenant du contrat de ville complète le contrat cadre sur les points suivants :

- La déclinaison opérationnelle par programme d'actions, des enjeux identifiés dans le contrat cadre ;
- La définition de la gouvernance et de l'ingénierie du contrat de ville ;

- Les modalités de fonctionnement des conseils citoyens ;
- Et les engagements financiers des signataires.

## **La déclinaison opérationnelle**

15 ateliers réunissant des institutionnels et le cas échéant des opérateurs de terrain experts, ont travaillé avec l'objectif de décliner plus précisément les 11 enjeux en fiches opérationnelles, définissant en particulier les objectifs et résultats attendus, le ou les pilotes qui sera ou seront en charge de s'assurer de la mise en oeuvre effective des actions, et les partenariats à mobiliser.

75 fiches opérationnelles ont été coconstruites et corédigées et leur contenu compilé dans un tableau – base de la future maquette financière. Elles trouvent leur sens autour de 5 objectifs opérationnels constituant un fil rouge :

- Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers, avec la volonté de coordination et de mise en cohérence ;
- Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;
- Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale ;
- L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant,
- L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

## **Les conseils citoyens**

Les conseils citoyens, issus de la Loi Lamy, sont une instance de démocratie participative, mise en place à l'initiative des Collectivités et de l'Etat. L'objectif qui est au coeur de la définition des conseils citoyens est le recueil du point de vue, de « l'expertise d'usage » de l'habitant. 12 conseils citoyens ont été mis en place à Montpellier. Chacun s'est créé en association. Tous sont composés, d'une part, d'un collège d'habitants à parité et majoritaire, tiré au sort le 28 avril 2015 pour 2/3 et 1/3 d'habitants volontaires et, d'autre part, d'un collège d'associations et d'acteurs socio-professionnels exerçant leur activité dans le quartier prioritaire et n'ayant pas de lien avec l'un des acteurs institutionnels déjà représentés au sein des instances du contrat de ville. Les conseils varient entre 20 et 40 personnes en fonction du nombre d'habitants du quartier. Chaque conseil a désigné 2 représentants pour siéger au comité de pilotage.

Pour assurer leur bon fonctionnement, des locaux, du mobilier, des équipements en matériel informatique et téléphonique sont mis à disposition de chacun d'entre eux par la Métropole ainsi qu'un financement pour leur fonctionnement (délibération du 14 avril 2016).

## **La gouvernance et l'ingénierie du contrat de ville**

L'organigramme du système de gouvernance approuvé lors du comité de pilotage du 17 décembre 2014 est complété pour la conduite opérationnelle du contrat de ville. Huit groupes de travail projet seront mis en place pour impulser et suivre la mise en oeuvre opérationnelle du contrat de ville. Ils seront garants de l'articulation avec les dispositifs intégrés au contrat de ville : PRE – NPNRU – Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (STSPD), ATI, convention d'utilisation de l'abattement de TFPB...

Ces 7 groupes de travail projet sont :

- Education et parentalité ;
- Dispositif innovant pour l'insertion et l'emploi (PODEM) ;
- Habitat ;
- Renouvellement urbain ;
- Gestion urbaine de proximité (GUP), Prévention de la délinquance, Insécurité ;

- Sport et culture ;
- Accès aux droits et santé.

Des conférences territoriales ainsi que des ateliers participatifs permettront les échanges avec les territoires et particulièrement avec les conseils citoyens.

Un dispositif d'animation et de coordination basé sur une équipe pluridisciplinaire, organisée en grande partie en mode projet, sera mis en place par la Métropole et s'appuiera sur les compétences repérées et les référents désignés par les partenaires du contrat de ville.

### **Les engagements financiers**

Dans cet avenant, les partenaires s'engagent à quantifier ou à qualifier leurs engagements, déclinés par enjeux. En raison notamment des transferts de compétences prévus par la Loi NOTRE entre le Département et la Métropole, de la mise en oeuvre en cours de la politique régionale intégrant pleinement la fusion des 2 régions initiales, l'année 2016 est considérée comme une année de transition. Un nouvel avenant financier sera élaboré pour la période 2017 – 2018, si les conditions issues de la loi MATPAM et de la NoTRE sont réunies, en particulier celles relatives à l'évolution des collectivités, notamment à leurs périmètres respectifs d'interventions, aux transferts et acquisitions de compétences.

Au-delà des engagements financiers précisés dans la maquette financière 2016 jointe, des ressources pourront être mobilisées pour répondre aux enjeux et aux fiches opérationnelles. La Ville de Montpellier s'engage à mobiliser les crédits inscrits au budget 2016 pour la réalisation des actions s'inscrivant dans les objectifs opérationnels du contrat de ville.

Un nouveau partenaire a souhaité s'engager auprès des 20 premiers : il s'agit de la SEM ADOMA qui signera cet avenant.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- approuver l'avenant opérationnel et financier du contrat de ville cadre 2015-2020 de Montpellier, annexé à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant opérationnel et financier au contrat de ville ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe SAUREL', is written over the printed name.

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 Juin 2016**